

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1854 - 3 mars 1994 - 3 F

D 1854 **GUATEMALA: TENDANCES POLITIQUES DANS L'ARMÉE**

Après huit longs mois de blocage (cf. DIAL D 1835) les négociations entre le gouvernement et la guérilla ont repris à Mexico du 6 au 9 janvier 1994. Il est intéressant de connaître les sensibilités militaires sur ce problème. On distingue habituellement deux sensibilités divergentes. 1) Une ligne militaire "dure", héritière de l'époque du général-président de la République Lucas García de la fin des années soixante-dix et début quatre-vingt; pour cette ligne, seule est envisageable la victoire militaire sur l'insurrection. 2) Une ligne militaire "modérée", dite également "institutionnelle", qui entend mettre une fin politique au conflit armé. C'est cette ligne institutionnelle qui a pris le dessus dans le gouvernement du président civil De León Carpio. Cela ne signifie cependant aucunement que les négociations avec la guérilla en soient facilitées.

Analyse de **Pensamiento Propio** de septembre 1993.

Note DIAL

PLUS DE FUSIL, MOINS DE HARICOT

(Extraits)

par Haroldo Shetemul

Le récent coup d'État manqué au Guatemala s'est soldé par un règlement de comptes historique entre deux tendances au sein de l'armée

Onze années après leur premier affrontement¹, les militaires de la tendance dure et ceux de la tendance modérée ont recommencé à mesurer leurs forces, sauf que, cette fois et paradoxalement, le choc a été pour une bonne part provoqué par le président civil Jorge Serrano Elías avec son coup de force constitutionnel manqué du 25 mai 1993².

On trouve désormais à la tête de la tendance dite institutionnelle le général Mario René Enríquez, une figure clé dans les négociations avec la guérilla de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Mais il n'est pas seul. Avec le nouveau ministre de la défense, un nouveau groupe est arrivé au sommet de l'armée; on y trouve en particulier les généraux José Luis Quilo Ayuso et Marco Antonio González Taracena, ainsi que le colonel Otto Pérez Molina, actuellement chef d'État-major de la présidence de la République et probablement futur homme fort de l'armée guatémaltèque.

¹ Cf. DIAL D 791 et 823 (NdT).

² Cf. DIAL D 1789 (NdT).

Ils représentent la ligne "sécurité et développement" et ils revendiquent une vision plus large du conflit armé face à la doctrine de sécurité nationale "luquiste"³. Également appelé secteur constitutionnel, ce groupe de militaires a été l'artisan des grandes offensives contre-insurrectionnelles des années quatre-vingt, dont un des plans de campagne était intitulé "Fusil et haricot"⁴. Onze ans plus tard ils s'emploient à terminer leur tâche: mettre une fin politique au conflit armé sans perte du rôle hégémonique de l'armée.

Le chant du coq

Ce 25 mai, donc, celui qui était encore ministre de la défense, le général José Domingo García, allait signer sa condamnation comme membre des forces armées. Devant les caméras, le président Serrano Elías se glorifiait de jouir du soutien sans réserve de l'armée; et il assurait que son coup de force constitutionnel n'avait en réalité pas d'autre but que de préserver le cadre institutionnel. Le général García a répété à diverses reprises qu'il n'y avait pas de refus du coup de force dans les rangs de l'armée. Il se peut que lui-même, d'ailleurs, ait été l'un des convaincus pour lesquels Serrano pouvait violer les normes constitutionnelles; c'était une façon de se soustraire au chantage politique d'anciens associés qui le savaient hautement vulnérable en raison de son évidente corruption.

L'opposition interne de l'armée était menée par le colonel Otto Pérez Molina, chef des services de renseignement. C'est lui qui semble avoir alerté le général García sur le manque de soutien de l'armée à Serrano. Mais le général ministre est resté loyal à ce dernier, tournant ainsi le dos à la constitutionnalité dans l'armée (...)

Quand, le 1er juin, l'armée a décidé de déposer le président Serrano, les meneurs du mouvement étaient le colonel Otto Pérez Molina et le général Mario René Enríquez. Le général García s'est vu contraint de les suivre. Mais le lendemain, il a commis l'erreur de soutenir le vice-président Gustavo Espina dans sa tentative de prendre la présidence de la République. Cette fois les esprits se sont enflammés et l'affrontement entre les deux tendances de l'armée est devenu évident. (...)

Règlement de comptes

Personne n'a été surpris quand, après avoir assumé la présidence de la République, De León Carpio a limogé le général García du ministère de la défense. Par contre, beaucoup ont été surpris qu'il l'ait remplacé par le général Perussina qui avait soutenu Serrano. Les observateurs des milieux militaires ont expliqué que c'était le signe de rapports de force non réglés entre les deux tendances. En fin juin, cependant, Perussina était remplacé par le général Enríquez. Le règlement de comptes, commencé avec la crise du coup de force de Serrano, était arrivé à son terme avec onze ans de retard. (...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

³ Du nom du général Romeo Lucas García, président de la République de 1978 à 1982. Cf. DIAL D 655 (NdT).

⁴ D'où le titre allusif de l'article ici reproduit. Cf. DIAL D 859, 978, 1264 et 1346 (NdT).